



PREFET DU TARN

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES**

Service eau, risques, environnement  
et sécurité

Bureau prévention des risques

**Arrêté du 24 JUIL. 2018**  
**portant approbation de la modification du plan de prévention du risque**  
**inondation du bassin versant du Tarn aval**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L562-4-1, R 562-10-1 et R562-10-2 relatifs à la procédure de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 août 2015 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles concernant le risque inondation sur le bassin versant du Tarn aval ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mars 2018 relatif à la prescription de la modification du plan de prévention du risque inondation du bassin versant du Tarn aval ;

Vu le décret du Président de la République du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;

Considérant que la modification du PPRi du Tarn aval, approuvé le 18 août 2015, est nécessaire pour rectifier la représentation cartographique du zonage réglementaire sur les communes de Grazac et de Saint-Sulpice-la-Pointe ;

Considérant que ces modifications ne portent pas atteinte à l'économie générale du plan de prévention du risque inondation du bassin versant du Tarn aval ;

Considérant que le projet de modification a été porté à la connaissance du public pour permettre à ce dernier de formuler des observations éventuelles pendant la période du 09 avril 2018 au 09 mai 2018 dans les mairies des communes concernées ;

Considérant qu'aucune observation n'a été consignée dans les registres des observations mis à disposition du public ;

*Sur proposition du directeur départemental des territoires du Tarn,*

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La modification du plan de prévention du risque inondation du bassin versant du Tarn aval est approuvée sur le territoire des communes de Grazac et de Saint-Sulpice-la-Pointe.

**Article 2** : Les modifications concernent la cartographie du zonage réglementaire et sont les suivantes :

- délimitation de la zone réglementaire du hameau de Condol sur la commune de Grazac avec une précision portée à l'échelle du 1/5000 ;
- délimitation de la zone réglementaire sur la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe pour les parcelles n°238 et n°235 de la feuille cadastrée 0B.

**Article 3** : Conformément à l'article L562-4 du code de l'environnement, le plan de prévention du risque inondation du bassin versant du Tarn aval intégrant les modifications sur les communes visées à l'article 1<sup>er</sup>, vaut servitude d'utilité publique.

**Article 4** : En application de l'article R562-10-2 du code de l'environnement, le présent arrêté sera notifié aux maires des communes visées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi qu'au président de la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet, qui procéderont à son affichage pendant un mois au minimum à compter de la date de réception de la notification. Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat d'affichage.

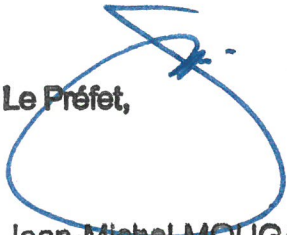
**Article 5** : Conformément à l'article R562-9 du code de l'environnement, le présent arrêté fera l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de la préfecture du Tarn. Il sera également publié dans un journal diffusé dans le département : « Dépêche du Midi ».

**Article 6** : Le présent arrêté, ainsi que les modifications apportées, seront à la disposition du public dans les locaux des mairies des communes visées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet. Ils seront également consultables sur le site internet de la préfecture du Tarn.

**Article 7 :** Conformément à l'article L126-1 du code de l'urbanisme, les maires ou le président de l'établissement public compétent, visés à l'article 4, disposent de trois mois pour annexer les servitudes d'utilité publique au plan local d'urbanisme ou à la carte communale.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, les maires des communes visés à l'article 1<sup>er</sup>, le président de la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet, ainsi que le directeur départemental des territoires du Tarn, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Albi, le 24 JUIL. 2010

Le Préfet,  
  
Jean-Michel MOUGARD

*Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*